

9 juin 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, à Paris le 9 juin 2016.

Merci de nous accueillir pour représenter le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Jean-Vincent PLACE en est chargé et à la fin de l'année il y aura, avec le concours des membres du Gouvernement, notamment du ministère des Affaires étrangères, cet événement mondial. J'avais voulu qu'il puisse être organisé en France et à Paris, en région Ile-de-France pour que nous puissions montrer que nous pouvons ensemble agir, et que la France peut être aussi exemplaire.

Exemplaire à plusieurs niveaux, j'ai évoqué tout à l'heure la transparence parce que c'est une dimension de ce que l'on appelle le « Gouvernement Ouvert ». La transparence, cela veut dire, la capacité pour le citoyen de connaître comment ont été prises les décisions, comment il y a eu éventuellement des groupes de pression qui sont intervenus, comment ils ont pu être reconnus et à certains égards limités. Comment nous avons pu éventuellement mettre en place des dispositifs pour lutter efficacement contre la corruption.

Il y aura d'ailleurs une loi, en ce moment en débat au Parlement qui nous permettra de montrer que nous avons atteint ces objectifs de transparence. Il y a également la dimension de l'intervention des citoyens dans l'élaboration-même de la loi ou de délibération de conseils régionaux ou de conseils municipaux ou départementaux et l'Etat a montré l'exemple. Je remercie ceux qui y ont contribué, et organisé le processus. Pour la loi République numérique, pour la loi Egalité et Citoyenneté, il y a des consultations, des concertations directement par le numérique. Faut-il encore que ce soit organisé, et ce n'est pas forcément à l'Etat seul de mener à bien ce type de projet. Nous avons absolument besoin d'acteurs qui s'emparent de cette façon de co-élaborer la loi.

Enfin, il y a tout ce que peut être la modernisation de l'Etat, des services publics, des collectivités publiques, ce qui suppose de faire en sorte de créer d'abord des structures à l'intérieur-même de l'Etat. ETALAB en est une dans le cadre du SGMAP, tout cela paraît compliqué mais en fait c'est l'organisation de l'Etat pour faire en sorte que le numérique avec ce qu'il porte, -c'est-à-dire de modernisation mais aussi ce qu'il exige de démocratie- puisse trouver sa place. Nous allons, l'Etat, -je voulais en faire l'annonce aujourd'hui- va lancer un appel à projets, pour que tous ceux qui veulent contribuer par leur propre innovation, intervention, imagination à l'amélioration des relations entre les citoyens et les acteurs publics, l'Etat notamment, puissent le faire.

Je vais prendre quelques exemples, on le voit bien pour la santé, il y a énormément de données et d'informations qui peuvent être communiquées à un certain nombre d'acteurs, qui peuvent ensuite l'utiliser pour améliorer le fonctionnement de l'Etat. On peut le voir sur la sécurité, on peut le voir sur beaucoup d'autres aspects comme l'environnement. Donc comment faire entrer les acteurs, les innovateurs, les créateurs, les entrepreneurs d'intérêt général pour qu'ils puissent améliorer, changer, transformer même les rapports entre les citoyens et les responsables publics au sens de l'organisation. Pas simplement pour en changer le mode de fonctionnement, mais pour véritablement apporter un service supplémentaire. Utiliser les données et apporter un service supplémentaire.

Cet appel à projets va être lancé dans les jours qui viennent, les projets vont être retenus, pourront donc ensuite être accompagnés, financés et évalués pour en voir les effets sur les

pourront donc ensuite être accompagnés, financés et évalués pour qu'on en voit les effets sur les citoyens eux-mêmes et moi je souhaite que cette démarche qui est engagée aussi dans beaucoup de collectivités puisse justement être affichée en terme de vitrine lors de ce sommet. Il faut qu'il ne soit pas simplement une réunion de représentants d'Etat, même si nous souhaitons qu'il y en ait de nombreux, mais que ce soit l'ensemble des acteurs qui puissent être là et comme c'est fait aujourd'hui je veux remercier le président de DIGITAL qui a permis l'organisation de ce forum avec l'Ile-de-France et la Mairie de Paris parce que c'est ce que nous voulons faire, à plus grande échelle encore, démontrer la puissance de l'innovation en France et comment elle peut déverser ses bénéfices, ses bienfaits à l'ensemble de la collectivité.

Je voulais vraiment vous en remercier et souhaiter à ce forum, à ce salon tout le succès qu'il mérite et dire que finalement c'est une répétition avant le Gouvernement Ouvert qui va se tenir, - ce sommet- à la fin de l'année. Je voudrais également saluer ce que cela peut représenter en terme de création d'emplois parce que c'est quand même notre priorité et on voit bien tout ce qui nous a été présenté, c'est à la fois plus d'emploi pour les innovateurs, mais aussi plus de solutions pour ceux qui cherchent un emploi. Dans l'appel à projets, on sait maintenant qu'il y a des innovateurs qui peuvent permettre une meilleure adéquation, adaptation entre l'offre et la demande d'emploi et permettre à des chômeurs de retrouver plus vite une activité, tout cela est très concret. Félicitations à tous et nous allons donc organiser ce sommet grâce à votre participation.

Je voudrais dire un mot aussi de la grande école du numérique puisque nous l'avons lancée ensemble et cela ne visait pas à fusionner toutes les institutions -il faut se garder de ce genre de démarche mais- à créer ce réseau pour former tous ceux qui ont vocation à travailler dans les services numériques ou dans la création numérique. On voit bien qu'il y a aujourd'hui un très grand succès et on en fera là-encore le bilan très prochainement, mais vous étiez à l'initiative, donc je voulais vous en remercier personnellement. Merci à tous.